

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels

**DEUXIÈME COMMISSION, 941^e
SÉANCE**

Lundi 2 décembre 1963,
à 15 h 15



NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 33 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Développement économique des pays sous-développés (suite):</i>	
c) <i>Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (suite).</i>	395
<i>Point 12 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport du Conseil économique et social (suite)</i>	396

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/5532) [suite]:

c) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (E/3786, E/3798, A/5584, A/C.2/L.742/Rev.3 et Add.1) [suite]

1. Mme GINOR (Israël), prenant la parole pour une explication de vote, précise que, sans déroger à la position de son gouvernement en ce qui concerne le Bureau des Nations Unies à Beyrouth, la délégation israélienne s'est abstenue lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution (A/C.2/L.742/Rev.3 et Add.1) parce que ce projet traite essentiellement des commissions économiques régionales. La délégation israélienne part en outre de la prémisse que si le projet de résolution est adopté il ne pourra être interprété comme préjugant en quoi que ce soit le statut et les fonctions du Bureau de Beyrouth ou la question du libre accès des Etats Membres intéressés à ce bureau.

2. M. SMID (Tchécoslovaquie) a voté pour le projet de résolution car sa délégation a toujours considéré que la décentralisation des activités de l'ONU et le renforcement des commissions économiques régionales étaient une tâche urgente et nécessaire. Il est surtout reconnaissant aux auteurs du projet de résolution d'avoir tenu compte de l'amendement proposé par la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine (A/C.2/L.762) touchant les travaux de la CEE.

3. Il ne s'agit nullement de donner une priorité quelconque à la CEE, mais de reconnaître l'utilité de cette commission qui est appelée à encourager la coopération économique entre pays ayant des régimes sociaux et économiques différents et à mettre à la disposition des pays en voie de développement l'expérience des pays industrialisés. Des résultats

remarquables ont déjà été obtenus par les divers comités et groupes de travail de la CEE, surtout dans les domaines de la planification économique, de l'industrialisation, de la sidérurgie et de l'habitation. Un renforcement de la CEE permettra d'assurer une coopération plus étroite encore avec les autres commissions économiques régionales.

4. M. KARAKOYLU (Turquie) souligne que sa délégation s'est toujours prononcée en faveur des mesures de décentralisation et qu'elle a pris connaissance avec satisfaction des progrès accomplis dans cette voie, tels qu'ils ressortent des divers rapports présentés à ce sujet au Conseil économique et social, et du treizième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'Assemblée générale (A/5584). Elle apprécie surtout la méthode pragmatique suivie par le Secrétariat dans ce domaine.

5. La délégation turque tient à préciser également qu'elle approuve les considérations figurant dans la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale touchant la nécessité de tenir compte des intérêts des Etats qui ne sont membres d'aucune commission économique régionale et qu'elle se félicite des mesures prises par le Secrétaire général. Elle estime, toutefois, que la dernière partie du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution va beaucoup plus loin que les résolutions adoptées lors des sessions antérieures, et même que la résolution 955 (XXXVI) du Conseil économique et social. C'est pourquoi elle s'est abstenue lors du vote par division demandé sur ce point par la délégation des Pays-Bas. En revanche, elle a voté en faveur de l'amendement proposé oralement par l'Afghanistan au paragraphe 9 du dispositif parce qu'il tendait à laisser au Secrétaire général une latitude plus grande en ce qui concerne l'application de la politique de décentralisation.

6. Enfin, M. Karaköylü a pris note avec satisfaction des assurances données à deux reprises par les représentants de la Jordanie et du Soudan que le projet de résolution ne contenait aucun élément nouveau et ne portait pas atteinte à la liberté d'action des Etats Membres en ce qui concerne l'établissement des projets nationaux. Compte tenu de ces assurances, la délégation turque a voté pour l'ensemble du projet de résolution.

7. M. KAPLANSKY (Canada) s'est abstenu lors du vote sur le dernier membre de phrase du paragraphe 4 du dispositif. Il pense, en effet, qu'il est peu judicieux d'aller plus loin que la résolution 955 (XXXVI) du Conseil économique et social, et que l'effectif et les fonctions du Bureau des Nations Unies à Beyrouth relèvent exclusivement de la responsabilité du Secrétaire général.

8. Quant au paragraphe 9 du dispositif, qui demande au Secrétaire général d'accélérer l'application de

la politique de décentralisation, il est en contradiction avec le paragraphe 1, qui accueille avec satisfaction les rapports sur les mesures prises jusqu'à présent. Une accélération exagérée du processus de décentralisation risque, d'ailleurs, d'avoir des effets plus nuisibles qu'utiles. C'est pourquoi M. Kaplansky a voté pour l'amendement oral de l'Afghanistan.

9. C'est avec ces diverses réserves que la délégation canadienne a voté pour l'ensemble du projet de résolution, étant bien entendu que sa conception de la politique de décentralisation demeure conforme à celle qui est définie dans les recommandations antérieures de l'Assemblée générale.

10. M. SKALLI (Maroc) rappelle que sa délégation figure parmi les auteurs du projet de résolution, qu'il appuie donc sans réserve. Son absence lors du vote qui a eu lieu à la séance précédente était due à des raisons impérieuses, indépendantes de sa volonté.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (A/5503, chap. V, sect. I; A/C.2/L.745 et Add.1 à 4, A/C.2/L.745/Rev.1) [suite]

11. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) fait observer que l'amendement de sa délégation (A/C.2/L.780) au projet de résolution à l'étude (A/C.2/L.745 et Add.1 à 4) vise essentiellement à limiter la portée du projet à une simple question de procédure, ce qui répond aux intentions des auteurs eux-mêmes. En effet, le projet de résolution ne doit pas préjuger une question qui est toujours en cours d'examen dans divers autres organes et qui n'a fait l'objet d'une décision ni de la part de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social, ni de la part du Groupe de travail spécial créé aux termes de la résolution 875 (XXXIII) du Conseil. Si les auteurs rejettent cet amendement, la délégation des Etats-Unis d'Amérique en conclura que le projet de résolution ne concerne pas seulement une question de procédure; il deviendra, de ce fait, nécessaire d'engager une discussion de fond.

12. M. CHANG (Chine) souligne que la coopération économique internationale est l'un des objectifs essentiels des Nations Unies, car il importe de créer les conditions de stabilité et de bien-être indispensables pour que puissent s'établir des rapports pacifiques et amicaux entre nations. Au cours des dernières années, nombre de mesures ont été prises dans ce domaine, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. Il est, en effet, bien plus important de rechercher les moyens pratiques d'encourager cette coopération que de se borner à réaffirmer certains principes fondamentaux.

13. M. Chang appuie les amendements de l'Australie (A/C.2/L.777). Au paragraphe 144 de son rapport (A/5503), le Conseil économique et social précise que le Groupe de travail spécial n'a pas, faute de temps, examiné la question de savoir s'il convenait de donner la forme d'une déclaration au texte proposé sur la coopération économique internationale. Comme, d'autre part, le Conseil a estimé, au quatrième alinéa du préambule de sa résolution 875 (XXXIII), qu'on disposait des éléments voulus pour arrêter un texte rencontrant l'agrément général, l'amendement de l'Australie au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution paraît particulièrement judicieux.

14. Jamais la nécessité d'une coopération internationale n'a été mieux définie qu'à l'Article 55 de la Charte. C'est pourquoi la délégation chinoise ne peut qu'appuyer la proposition de l'Australie tendant à citer le texte même de la Charte à la fin du premier alinéa du préambule. Le représentant du Royaume-Uni a très justement souligné qu'en s'écartant de la terminologie usuelle on risquerait de soulever des controverses.

15. L'amendement de l'Australie concernant le paragraphe 2 du dispositif ne devrait soulever aucune difficulté, puisqu'il vise, en fait, à approuver, comme l'a suggéré le représentant du Japon, la décision du Conseil de proroger le mandat du Groupe de travail spécial.

16. Enfin, M. Chang précise que sa délégation pourrait également approuver l'amendement des Etats-Unis d'Amérique si les modifications proposées par l'Australie n'étaient pas acceptées par les auteurs. Comme ces derniers ont laissé entendre, à la séance précédente, que des négociations étaient en cours en vue d'aboutir à un compromis, la délégation chinoise attendra d'avoir pris connaissance du projet de résolution révisé avant de se prononcer définitivement.

17. M. TRAORE (Mali) avait espéré que le projet de résolution ne donnerait pas lieu à une discussion prolongée, puisqu'il s'agit essentiellement d'inviter le Conseil économique et social à hâter les travaux concernant l'élaboration d'un projet de déclaration sur la coopération économique internationale. Cette proposition s'appuie sur des décisions antérieures du Conseil et de l'Assemblée générale et concerne uniquement une question de procédure. Certes, il peut exister des divergences quant à la signification précise de certains mots. M. Traoré, cependant, comprend mal les objections que certains ont formulées à l'égard du mot "déclaration", qui, cependant, n'apparaît pas pour la première fois dans ce contexte.

18. Une déclaration n'est pas une panacée. Le fait de l'adopter n'indique rien d'autre que la volonté commune de tous les Etats Membres de résoudre certains problèmes qui intéressent directement l'avenir de l'humanité. Affirmer le contraire reviendrait à soutenir que la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux n'ont eu aucun effet parce qu'il existe encore, de par le monde, des hommes enchaînés et exploités.

19. Passant aux amendements proposés par l'Australie, M. Traoré souligne qu'il ne voit pas clairement pourquoi l'on cherche à substituer le mot "exposé" au mot "déclaration", surtout lorsqu'on précise que ledit "exposé" doit pouvoir être accepté par tous.

20. Le souci de mentionner la Charte des Nations Unies est louable. Mais les principes définis par la Charte doivent être considérés comme l'objectif ultime vers lequel doit tendre toute coopération internationale, et non comme un moyen d'assurer cette coopération. Le projet de résolution se borne à inviter le Conseil à rechercher au plus vite les moyens de parvenir au but visé par tous. Il s'agit là d'une simple question de procédure qui ne touche en aucune manière au fond du problème.

21. Pour M. KHALIL (République arabe unie), le fait que la Charte des Nations Unies définit les règles générales auxquelles les Etats Membres doivent se conformer dans leurs rapports mutuels n'a pas em-

pêché jusqu'ici la communauté internationale d'adopter certaines déclarations de principe intéressantes des domaines précis, dont l'importance ne saurait être sous-estimée. C'est le cas notamment de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Certes, bien des difficultés restent à surmonter en ce qui concerne l'avènement d'une coopération économique internationale efficace, mais elles doivent inciter tous les pays intéressés à redoubler d'efforts pour les vaincre.

22. La décision de convoquer la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a fait naître bien des espoirs. Les résultats qu'elle permettra d'obtenir devraient faciliter la tâche des organes chargés de mettre au point la déclaration sur la coopération économique internationale que beaucoup de nations appellent de leurs vœux. Etant donné que le projet de résolution ne fixe aucune date limite en ce qui concerne les travaux entrepris dans ce domaine et ne touche pas à des questions de fond, M. Khalil espère que la Commission l'adoptera à l'unanimité.

23. M. GHEBEH (Syrie) félicite les auteurs du projet de résolution de l'initiative qu'ils ont prise. Un accord universel sur les principes fondamentaux de la coopération économique internationale permettra de rapprocher les nations et de stimuler les efforts en vue du progrès économique et social de tous les peuples du monde.

24. Les objections soulevées en ce qui concerne l'emploi du terme "déclaration" ne sont pas justifiées. Il suffit de rappeler à cet égard le retentissement de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et les dispositions prises sur ce point par l'Assemblée générale, qui a chargé un comité spécial d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration. Aucun facteur de progrès ne doit être négligé, surtout lorsqu'il s'agit d'assurer une meilleure compréhension entre les peuples.

25. La délégation syrienne ne voit aucune difficulté à insérer au paragraphe 2 du dispositif "et, par son entremise, le Groupe de travail spécial", comme le propose le représentant de l'Australie. Elle estime toutefois que les autres amendements australiens ne sont pas justifiés.

26. M. CRISTUREANU (Roumanie) constate avec satisfaction que, à quelques exceptions près, tous les membres de la Commission sont disposés à approuver le projet de résolution sous sa forme actuelle. En effet, comme l'a souligné le représentant d'El Salvador à la 936ème séance, ce projet de résolution est modeste. En outre, ainsi que l'a constaté le représentant de la Nigéria, il ne devrait pas, de par sa nature même, donner lieu à la moindre controverse. C'est pourquoi les auteurs espéraient qu'il serait adopté à l'unanimité après une brève discussion. Toutefois, les amendements présentés par l'Australie ont empêché cet espoir de se réaliser.

27. Le représentant de l'Australie propose de supprimer le mot "déclaration" dans le titre du projet de résolution. Même si les auteurs étaient disposés à accepter cette modification, il ne leur serait pas loisible de le faire, étant donné que, depuis la douzième session de l'Assemblée générale, le mot "déclaration" a figuré dans les documents établis sur cette question à l'intention du Conseil économique

et social, et dans toutes les décisions adoptées par le Conseil à ce sujet. Toutefois, les auteurs sont prêts à se rendre aux arguments de plusieurs membres de la Commission et à compléter le titre du projet de résolution, qui deviendrait "Question d'une déclaration sur la coopération économique internationale", malgré le caractère relativement vague de la formule "d'une déclaration". Ils auraient, en effet, préféré employer les mots "de la déclaration", puisqu'il s'agit d'un texte qui est déjà en cours d'élaboration.

28. De même, les auteurs acceptent l'amendement proposé par l'Australie tendant à remplacer, dans le texte anglais du premier alinéa du préambule, les mots "an instrument" par les mots "a means". En revanche, les auteurs ne peuvent accepter les autres amendements de l'Australie au premier alinéa du préambule. Pour sa part, M. Cristureanu ne comprend pas pourquoi il ne serait pas opportun de mentionner la nécessité de favoriser des relations économiques, saines, stables et équitables entre Etats souverains, surtout au moment où la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement va être appelée à examiner ce problème de façon approfondie.

29. En ce qui concerne les amendements de l'Australie au deuxième alinéa du préambule, il convient de rappeler que le Groupe de travail spécial a été chargé de préparer un projet de déclaration après des consultations à ce sujet entre le Secrétaire général et un grand nombre de gouvernements, et après l'établissement de deux recueils d'extraits des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social sur les principes de la coopération internationale (E/3202 et E/3714). Le Groupe de travail a déjà approuvé à l'unanimité un certain nombre de principes qui seront soumis au Conseil économique et social. Toutefois, les auteurs sont disposés à mentionner le Groupe de travail spécial au deuxième alinéa du préambule sans modifier le reste de l'alinéa.

30. Au troisième alinéa du préambule, les auteurs, désireux de tenir compte de la proposition du représentant du Japon, ont décidé d'ajouter, après les mots "commerce international", les mots "à savoir les paragraphes 58 à 64".

31. Enfin, il a été décidé d'insérer au paragraphe 2 du dispositif, après les mots "Conseil économique et social", les mots "et, par son intermédiaire, le Groupe de travail spécial", modification qui a le mérite de faire mieux ressortir le caractère purement formel du projet de résolution.

32. M. Cristureanu exprime l'espoir que les concessions consenties par les auteurs du projet de résolution permettront aux représentants de l'Australie et des Etats-Unis de retirer leurs amendements et que le projet de résolution, ainsi modifié, pourra être adopté à l'unanimité.

33. M. DARJAATMAKA (Indonésie) fait observer que si le projet de résolution porte essentiellement sur une question de procédure il importe néanmoins qu'il soit adopté par l'Assemblée générale le plus rapidement possible, car le moment est venu pour les Nations Unies de définir les principes qui doivent régir les relations économiques entre Etats si une véritable coopération économique internationale doit s'instaurer. La délégation indonésienne a déjà insisté, lors de la discussion générale, sur la nécessité de

principes sur la coopération économique pour donner aux pays en voie de développement des chances raisonnables de progresser. Le Groupe de travail spécial a déjà accompli un travail important et il faut espérer que la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement mettra au point une nouvelle série de principes fondés sur l'égalité et la justice. Le projet de résolution dont la Commission est saisie a pour seul but d'accélérer la rédaction de cette déclaration. Aussi, la délégation indonésienne espère-t-elle que le projet révisé sera adopté à l'unanimité.

34. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime qu'après les modifications indiquées par le représentant de la Roumanie il n'est plus permis de douter que le projet de résolution réponde aux décisions antérieures du Conseil économique et social, et qu'il soit dans la ligne des activités du Groupe de travail spécial. Les interventions de diverses délégations ont montré nettement la signification que revêt le travail accompli dans l'élaboration des principes de la coopération économique internationale. Elles ont souligné qu'il s'agit là d'un travail indispensable pour la cause de la coopération internationale et qu'il a été orienté dans la bonne direction. Il ne s'agit plus de se demander s'il convient de prendre une décision sur l'énoncé de ces principes. La conclusion de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et du Groupe de travail spécial est que la préparation d'un tel document est indispensable. L'Union soviétique a présenté en son temps un projet de déclaration^{1/} et a proposé ensuite des articles révisés (E/3467) en vue de parvenir à une entente. Ce projet a reçu l'accord de plus de 50 p. 100 des membres du Groupe de travail, ce qui est considérable si l'on songe à l'importance des principes en cause.

35. Le représentant de la Roumanie, lorsqu'il a présenté les modifications apportées au projet de résolution, a fait tout son possible pour relier cette question aux travaux de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, afin que les principes que doit formuler la déclaration envisagée aient une teneur et une forme universellement acceptables. Il a fait preuve d'une grande patience en examinant certains amendements, et le représentant de l'Australie a reconnu lui-même que les négociations s'étaient déroulées dans un esprit de coopération amicale. La délégation de l'Union soviétique s'en félicite et souhaite que le même esprit conduise à l'adoption du projet de résolution dans son ensemble et à l'élaboration des principes qui formeront la base de la déclaration.

36. Le représentant de l'Union soviétique ne comprend pas très bien l'amendement présenté par la délégation des Etats-Unis. Il se demande pourquoi celle-ci, qui admet la possibilité d'une déclaration, tient à envisager la possibilité d'un autre document. Le Groupe de travail spécial a été chargé d'étudier, sur la base du projet présenté par l'Union soviétique, la question d'une déclaration, et non d'autre chose. La délégation de l'Union soviétique n'exclut pas la possibilité d'un autre instrument si les circonstances l'exigent, mais elle ne juge pas indispensable de modifier pour autant le projet de résolution soumis à la Commission. Aussi espère-t-elle

que le représentant des Etats-Unis trouvera le moyen de retirer son amendement, afin de ne pas s'écarter de la ligne adoptée jusqu'à présent.

37. M. CHAMMAS (Liban) félicite le représentant de la Roumanie et les autres auteurs de l'esprit de conciliation qu'ils ont montré. Le projet de résolution révisé élimine tout manque d'équilibre qu'aurait pu présenter le texte original, qui est du reste un texte de pure procédure. De l'avis de la délégation libanaise, les délégations qui, croyant que le projet de résolution préjugait la question, ont soumis des amendements attaquant la désignation de "déclaration" ont eux-mêmes préjugé la question et tenté de détourner l'attention en introduisant d'autres termes. La délégation libanaise est satisfaite des explications données par le représentant de la Roumanie à propos de la modification du titre du projet de résolution. Elle aurait cependant souhaité que le mot "instrument" soit maintenu au premier alinéa du préambule dans le texte anglais.

38. Quant à l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.780), il tend à détourner l'attention du véritable objet du projet de résolution. Celui-ci ne porte atteinte à la compétence d'aucun organe et ne tend qu'à accélérer l'établissement et l'adoption du texte définitif d'une déclaration sur les principes de la coopération économique internationale. Le représentant du Liban n'ignore pas que certaines délégations n'aiment pas le terme "déclaration", mais il rappelle que l'Organisation des Nations Unies a déjà adopté d'autres déclarations, dont la Déclaration des droits de l'homme et la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Plusieurs résolutions du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale mentionnent également ce terme.

39. La délégation libanaise est prête à appuyer le projet de résolution tel qu'il a été modifié et présenté par le représentant de la Roumanie.

40. M. WOULBROUN (Belgique) croit comprendre que le représentant du Mali a demandé qu'on cherche encore une solution acceptable pour tous les membres de la Commission et qu'il se référait, ainsi que d'autres représentants, à des textes antérieurs tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il y a là un malentendu, car un accord général est intervenu sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, alors qu'aucun accord ne s'est fait sur la nature de l'instrument envisagé dans le cas à l'étude. Il est beaucoup plus exact, à propos du projet de résolution dont la Commission est saisie, de parler, comme l'a fait le représentant de la Roumanie en présentant le projet révisé, de la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale.

41. La délégation belge considère que les amendements de l'Australie auraient serré la réalité de plus près et qu'ils constituaient un grand progrès. L'amendement des Etats-Unis, s'il était adopté, tendrait de même à donner au projet le caractère d'un texte de procédure qu'il n'avait pas dans sa rédaction primitive. Le représentant de la Belgique espère que la Commission parviendra à un accord complet car, en l'absence d'un tel accord, il pourrait se créer un climat défavorable pour l'adoption du document qu'on s'efforce de rédiger. M. Woulbroun fait observer, d'autre part, que les arguments des représentants qui ont défendu le projet de résolution et

^{1/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Annexes, points 12, 29 et 74 de l'ordre du jour, document A/4648, par. 48.

l'ont présenté comme un projet de pure procédure ont porté presque exclusivement sur des questions de fond. La délégation belge attendra d'avoir étudié le texte du projet révisé avant d'adopter une position définitive.

42. Le PRESIDENT signale que le texte révisé du projet de résolution (A/C.2/L.745/Rev.1) a été distribué.

43. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) apprécie les efforts faits par les auteurs du projet de résolution. Il constate toutefois qu'ils insistent pour ne parler que d'une déclaration, et le représentant de l'Union soviétique a déclaré ne pas comprendre pourquoi l'on parlerait en même temps d'une déclaration et d'un autre exposé. Or, de l'avis de la délégation néo-zélandaise, il existe une différence entre une "déclaration" et un "exposé".

44. Pour ce qui est du lien que le projet de résolution établit entre le projet de déclaration et les travaux de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le représentant de la Nouvelle-Zélande souligne l'intérêt profond que sa délégation porte à cette dernière. En fait, la délégation néo-zélandaise attend non une simple déclaration, mais un instrument indiquant les droits et les obligations des Etats dans leurs relations commerciales. M. Bolt pense que l'amendement des Etats-Unis tend à renforcer le texte. Il demande donc aux auteurs du projet de résolution de revoir leur position en tenant compte de cette proposition.

45. M. VIAUD (France) rappelle l'intérêt que sa délégation a porté, dès la quinzième session de l'Assemblée générale, à l'initiative prise par la délégation de l'Union soviétique, ainsi que les critiques et les réserves qu'elle a formulées.

46. De l'avis de la délégation française, deux questions se posent: l'une est de procédure, l'autre touche au fond. Loin d'être hostile au principe d'une déclaration sur la coopération économique internationale, elle est prête à étudier avec d'autres l'opportunité d'une telle déclaration et, le cas échéant, sa teneur et sa forme. En revanche, elle n'est pas disposée à admettre, comme certaines délégations l'ont recommandé, la nécessité d'une déclaration dont le contenu serait examiné ultérieurement. Cette façon de procéder n'est certainement pas à l'origine de l'initiative de la délégation de l'Union soviétique et des auteurs du projet de résolution dont la Commission est saisie. M. Viaud croit au contraire que ces délégations entendent discuter non seulement du contenu d'une déclaration, mais aussi de son opportunité éventuelle. La délégation française admettra la décision de l'Assemblée générale, si celle-ci juge nécessaire et utile que le Conseil économique et social poursuive ses travaux sur l'éventualité d'une déclaration et sur son contenu, mais sans aller plus loin.

47. Pour ce qui est du fond de la question, le projet qui avait été soumis par la délégation de l'Union soviétique contenait un certain nombre de dispositions que la délégation française à la Commission avait contribué à répartir en deux catégories au cours des premiers débats, lors de la quinzième session de l'Assemblée générale. Il s'agissait tout d'abord d'un certain nombre de principes généraux de coopération internationale, inspirés principalement de la Charte. L'utilité d'affirmer ces principes à nouveau n'est pas absolument évidente, et beaucoup de délégations

l'ont contestée. La délégation française a admis cependant que l'expression sous une nouvelle forme des règles de conduite à suivre par les Etats dans leurs relations économiques internationales pourrait avoir quelque vertu, et elle s'est décidée à participer à l'examen de ces propositions.

48. La deuxième catégorie de principes proposés par l'Union soviétique visait la politique commerciale. Ces principes ont appelé certaines réserves de la part de la délégation française, qui avait soutenu que l'absence d'une terminologie commune, des conceptions différentes et même opposées entre les pays à économie planifiée et les pays à économie de marché sur les principes et les notions élémentaires de politique commerciale rendaient difficile, sinon impossible, l'établissement d'un texte commun de déclaration. Il lui paraissait nécessaire qu'un accord intervienne sur un code de conduite commun en matière de commerce extérieur et sur la définition des diverses conceptions en présence avant qu'on puisse songer à établir une déclaration contenant des principes de politique commerciale.

49. La position de la délégation française est actuellement renforcée par le fait qu'un des objets de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sera précisément d'étudier dans quelles mesures les règles qui gouvernent le commerce international doivent être modifiées ou adaptées à une situation nouvelle. La Conférence aidera à effectuer le travail préliminaire de définition et permettra peut-être aux pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents d'arriver sinon à un accord, du moins à une compréhension commune des notions élémentaires du commerce international. Les résultats de la Conférence montreront mieux s'il convient d'inclure dans une déclaration des clauses concernant le commerce international.

50. Le représentant de la France estime que le projet de résolution révisé dont la Commission est saisie a apporté des améliorations très substantielles au texte original. Il semble ressortir de l'intervention du représentant de la Roumanie que l'Assemblée n'admet plus à priori la nécessité d'une déclaration, mais qu'elle se contenterait de remettre cette question à l'étude afin qu'elle reçoive une solution le plus rapidement possible. Cependant, les paragraphes 1 et 2 du dispositif continuent de réclamer l'établissement d'une déclaration, alors que son contenu n'est pas encore connu et qu'un meilleur instrument peut s'offrir après la Conférence. C'est pourquoi la délégation française est disposée à appuyer l'amendement des Etats-Unis, mais elle apprécierait également tout effort de la part des auteurs en vue d'améliorer la rédaction du dispositif de leur projet, en écartant notamment, au paragraphe 1, la mention d'un texte "définitif".

51. Malgré ces réserves, la délégation française reconnaît volontiers l'utilité du projet de résolution en discussion, qui est la suite logique des délibérations de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social sur la question.

52. M. PARSONS (Australie) remercie les auteurs du projet de résolution d'avoir tenu compte des modifications proposées par sa délégation. Les explications données par le représentant de la Roumanie permettront à la délégation australienne de retirer plusieurs de ses amendements.

53. En ce qui concerne le deuxième alinéa du préambule, le texte révisé du projet de résolution n'indique pas clairement la nature et les activités du Groupe de travail spécial, et M. Parsons propose pour cet alinéa la rédaction suivante:

"Prenant acte des progrès réalisés par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Groupe de travail spécial dans l'examen de tous les aspects du projet de déclaration et des amendements qui ont été proposés le concernant".

Cette rédaction tiendrait compte du travail déjà accompli, et le représentant de l'Australie espère que les auteurs seront en mesure de l'accepter.

54. Quant aux amendements australiens au dispositif, ils concernent le terme "déclaration". La délégation australienne n'est pas hostile à ce mot en soi, mais pense qu'il ne faudrait pas exclure la possibilité de désigner autrement le document envisagé. Elle est prête à retirer les amendements en question en faveur de celui de la délégation des Etats-Unis tendant à utiliser les mots "déclaration ou autre exposé", ce qui donne la priorité à l'idée d'une déclaration, mais ménage également la possibilité d'utiliser un autre terme pour désigner le texte proposé. M. Parsons fait appel aux auteurs pour qu'ils revoient leurs positions en tenant compte de cette proposition.

55. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) tient à préciser que sa délégation n'est pas hostile au terme "déclaration". Il rappelle que ce terme figure dans le titre de nombreux documents importants de l'histoire américaine, à commencer par la Déclaration d'indépendance. De même, le nom de Mme Roosevelt est étroitement lié à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

56. M. Finger s'étonne que l'amendement qu'il a proposé, et qui est très simple, n'ait pas été accepté immédiatement, car il ne fait que laisser en suspens la question de savoir s'il s'agira d'une déclaration ou non. La délégation des Etats-Unis pense que le choix des termes devrait reposer sur une base rationnelle. Certains représentants ont invoqué des raisons d'ordre juridique, mais il est impossible de citer une seule résolution du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale qui ait approuvé l'idée d'une déclaration. Le paragraphe 8 du rapport du Groupe de travail spécial (E/3725) indique que le Groupe a décidé d'attendre qu'un texte définitif ait été rédigé pour trancher plusieurs questions, notamment celle du titre à donner au texte — qu'il s'agisse d'une déclaration ou d'un autre type d'exposé — et la question de savoir si les paragraphes de celui-ci devaient être dénommés "articles" ou simplement numérotés. Il n'entrait pas dans le mandat du Groupe de travail spécial de rédiger une déclaration. Le Groupe s'est occupé du fond avant de parler de la forme et, ce faisant, il a respecté son mandat. Le représentant des Etats-Unis se demande par conséquent pourquoi l'amendement qu'il a proposé soulève tant de problèmes. La délégation des Etats-Unis maintiendra son amendement, qui est d'un intérêt capital pour tout projet de résolution, et elle le présentera à nouveau en séance plénière si cela est nécessaire. Il demande aux auteurs du projet de résolution de peser soigneusement le sens de l'amendement qu'il propose, car le représentant de la Roumanie n'a pas expliqué clairement les raisons de son rejet.

57. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), faisant usage de son droit de réponse, déclare que les arguments du représentant de la Nouvelle-Zélande ne sont pas très convaincants, surtout lorsqu'il s'agit de questions aussi importantes que la coopération économique internationale. Persuadés de la nécessité de la tâche à accomplir, les auteurs du projet de résolution se sont efforcés de rédiger un texte dénué du moindre caractère polémique et qui devrait rencontrer l'unanimité. Cependant, s'il est vrai qu'une rose serait aussi belle sous n'importe quel autre nom, on ne pourrait modifier le titre du projet de résolution sans le vider d'une partie de sa substance. Le terme "déclaration" fait du texte présenté un document beaucoup plus solennel qu'une résolution.

58. Le représentant de la France, avec sa logique coutumière, a indiqué l'importance que son gouvernement attachait à la coopération économique internationale. Le Gouvernement de l'URSS partage entièrement ce point de vue. Toutefois, la délégation française devra constater que le texte garde un caractère concret et ne devrait pas soulever la moindre objection de sa part. Du reste, étant donné les différences idéologiques, il est nécessaire que tous les Etats Membres fassent un effort de bonne volonté pour arriver à un compromis. Enfin, la résolution 939 (XXXV) du Conseil économique et social indique clairement que le Groupe de travail spécial pourra poursuivre "l'examen du projet de déclaration". On ne comprend donc pas les craintes de la délégation des Etats-Unis ni sa répugnance à accepter le mot "déclaration" alors qu'il s'agit d'un terme fréquemment employé dans l'histoire des Etats-Unis et que les Nations Unies ont d'ailleurs utilisé à maintes reprises.

59. En conclusion, le représentant de l'URSS espère que la Commission adoptera le projet de résolution à l'unanimité.

60. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que le paragraphe 8 du rapport du Groupe de travail spécial (E/3725) précise que le Groupe a décidé d'attendre qu'un texte définitif ait été rédigé pour trancher plusieurs questions concernant le mode de présentation de ce texte, notamment son titre et la question de savoir s'il constituerait une déclaration, une résolution, ou les deux, ainsi que la question de savoir si les paragraphes devraient être dénommés "article" ou simplement numérotés.

61. Bien entendu, chaque délégation a le droit d'exposer son propre point de vue, mais il s'agit d'une question de bonne foi et il serait difficile de négocier si l'on revient constamment dans différents organes sur des formules déjà adoptées. Le représentant des Etats-Unis se borne à demander qu'on ne s'écarte pas des décisions prises par le Groupe de travail spécial et que la question de savoir si le texte sera une déclaration soit laissée en suspens.

62. Selon M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), il est exact que le Groupe de travail spécial n'a pu, faute de temps, trancher plusieurs questions, mais il n'a nullement écarté le principe d'une "déclaration" et s'est borné, pour accélérer les travaux, à réserver un certain nombre de points.

63. Le PRESIDENT annonce que la Syrie s'est jointe aux auteurs du projet de résolution.

64. M. CUBILLOS (Chili) dit que sa délégation appuiera le projet de résolution révisé, mais qu'elle aurait également apporté sa voix au texte primitif. La coopération économique internationale est une nécessité vitale pour le progrès des pays en voie de développement. Etant donné l'évolution actuelle de l'économie mondiale et les décisions que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ne manquera sans doute pas de prendre, la déclaration sur la coopération économique internationale que le Groupe de travail spécial a été invité à élaborer répond à un besoin manifeste. En effet, il faudra non seulement éliminer les obstacles au commerce, mais encore codifier l'ensemble des mesures qui seront décidées par la Conférence pour aider les pays du tiers monde à atteindre un stade de croissance auto-entretenu.

65. M. JANTUAH (Ghana), en tant que coauteur du projet de résolution, a été très encouragé de voir l'intérêt manifesté par la plupart des délégations. Malheureusement, de nouveaux efforts seront nécessaires pour aboutir à l'unanimité tant souhaitée. Cependant, les auteurs ont fait preuve du plus grand esprit de coopération et ont accepté un grand nombre de suggestions présentées au cours des débats. Dans sa brillante déclaration, le représentant de la Roumanie a pris en considération tous les aspects de la question. La délégation des Etats-Unis d'Amérique semble croire que le projet de résolution ne touche pas à une question de fond. Mais l'amendement de cette délégation priverait le texte d'une partie de son sens et M. Jantuah espère qu'il sera retiré.

66. La délégation néo-zélandaise a exposé fort éloquemment son point de vue, mais ses arguments n'ont pas été très convaincants. Il est préférable de ne pas noyer le mot "déclaration" parmi d'autres termes qui lui enlèveraient une partie de sa solennité. Rappelant que le texte présenté ne concerne qu'une question de procédure, le représentant du Ghana lance un dernier appel à la compréhension des délégations qui ont formulé des réserves et rappelle que le mot "déclaration" a acquis ses titres de noblesse dans l'histoire des Etats-Unis d'Amérique et dans celle des Nations Unies.

67. M. JAZAIRY (Algérie) dit que sa délégation est surprise par l'évolution de la discussion. Plusieurs points de vue ont été présentés et l'on s'est référé à différentes reprises aux travaux du Groupe de travail spécial. Cependant, on pourrait se demander si la Commission doit se borner à entériner des décisions ou au contraire s'il lui incombe de prendre ses responsabilités. Chacun a reconnu la nécessité de la coopération économique internationale et, si le mandat du Groupe de travail spécial ne permettait pas à cet organe d'arriver à une décision concernant certains points particulièrement complexes, la Commission se doit de passer au vote sans plus tarder. La délégation algérienne espère que les amendements seront retirés et demande au Président de clore les débats le plus tôt possible afin de passer au vote.

68. M. KANO (Nigéria) propose d'ajouter au paragraphe 1 du dispositif les mots "ou toute autre formule" après le mot "déclaration". Au paragraphe 2 du dispositif, on pourrait remplacer les mots "l'élaboration d'un projet de déclaration sur la coopération économique internationale" par les mots "leurs activités dans le domaine de la coopération économique internationale". Les propositions sont présentées à

titre de compromis et le libellé pourrait être remanié à nouveau pour améliorer la forme.

69. M. AYARI (Tunisie) propose de suspendre la séance afin de permettre aux auteurs d'examiner les dernières propositions présentées.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 17 h 55; elle est reprise à 18 h 30.

70. M. CHAVEZ GONZALEZ (Equateur), à propos de l'amendement des Etats-Unis, constate que dans le texte espagnol les mots "ou autre exposé" ont été traduits par "u otro texto". Les mots "u otro pronunciamiento" seraient peut-être plus satisfaisants.

71. M. PERERA (Ceylan) déclare que les auteurs ont décidé d'apporter à leur projet de résolution les modifications suivantes. Au paragraphe 1 du dispositif, les mots "l'établissement du texte définitif d'une déclaration sur les principes de la coopération économique internationale et l'adoption d'une telle déclaration" sont remplacés par les mots "l'établissement définitif et l'adoption des principes de la coopération économique internationale". La dernière partie du paragraphe 2 du dispositif est modifiée à partir du mot "concernant" de manière à se lire comme suit: "concernant la question d'un projet de déclaration mentionnée dans la résolution 939 (XXXV) du Conseil". Ils espèrent que ce nouvel effort de leur part permettra à la Commission d'adopter le projet de résolution à l'unanimité.

72. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) remercie les auteurs de leur esprit de coopération et annonce que sa délégation sera en mesure d'apporter sa voix au projet de résolution, tel qu'il a été modifié oralement. En conséquence, le représentant des Etats-Unis retire son amendement (A/C.2/L.780). Sa délégation a toujours des réserves concernant le libellé des deux premiers alinéas du préambule, mais elle n'insistera pas à ce sujet.

73. M. PARSONS (Australie) remercie les auteurs de leur attitude conciliante et dit que, dans le même esprit de compromis, sa délégation retire ses amendements (A/C.2/L.777). Cependant, elle maintient son point de vue et demande que les parties du préambule qui n'ont pas été modifiées fassent l'objet d'un vote par division, au cours duquel elle s'abstiendra; elle votera pour le projet de résolution dans son ensemble.

74. M. MALHOTRA (Népal) dit que le projet de résolution ne prétend pas toucher à des questions de fond et se borne à préciser un certain nombre d'idées sur lesquelles l'ensemble des membres de la Commission devraient pouvoir tomber d'accord. En acceptant un certain nombre d'amendements, les auteurs du texte initial ont prouvé leur bonne foi et méritent d'être félicités de leur esprit de coopération.

75. Après un échange de vues auquel participent M. TELL (Jordanie), M. CRISTUREANU (Roumanie), M. PERERA (Ceylan), M. GHEBEH (Syrie), M. WOULBROUN (Belgique) et M. CARDOSO (Congo [Léopoldville]), le PRÉSIDENT précise que les propositions de la Nigéria sont retirées.

76. Le Président met aux voix le premier alinéa du préambule du projet de résolution, le représentant de la France ayant demandé un vote par division sur cet alinéa.

Par 64 voix contre zéro, avec 24 abstentions, le premier alinéa du préambule est adopté.

77. Le PRESIDENT met aux voix le deuxième alinéa du préambule, le représentant de l'Australie ayant demandé un vote par division sur cet alinéa.

Par 71 voix contre zéro, avec 17 abstentions, le deuxième alinéa du préambule est adopté.

78. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution (A/C.2/L.745/Rev.1), tel qu'il a été modifié oralement.

A l'unanimité, l'ensemble du projet de résolution, ainsi modifié, est adopté.

La séance est levée à 19 heures.